

FONCTION PUBLIQUE

# LE SERVICE PUBLIC

EST LE COEUR DE LA  
SOCIÉTÉ DE DEMAIN



MEMBRE DU



CASSE

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agents de la fonction publique :

- gel de la valeur du point indice
- retour à la journée de carence
- menace de 120 000 suppressions d'emploi...

Ces mesures vont dégrader le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agents publics et fragiliser les services publics rendus aux usagers.

UNITÉ

Le fait que l'ensemble des syndicats soient tombés d'accord pour contrer ces mesures, faisant preuve d'une unité qui n'est pas automatique, montre que l'enjeu est important et clair pour la majorité des fonctionnaires de toute catégorie. D'autant que ces mesures sont de même inspiration que celles qui frappent les salariés du privé. La plupart des salariés prennent peu à peu conscience que la politique de Macron, qu'on y soit favorable ou pas, ne tiendra même pas ses promesses de développement économique.

AVENIR

Les services publics, la Sécurité sociale, ne sont pas que l'héritage d'un passé encore récent. C'est le coeur de la société que nous voulons, d'une civilisation solidaire, et au lieu d'être dégradés par des politiques d'austérité, ils doivent être développés par l'argent disponible (voir notamment paradis fiscaux) pour permettre l'augmentation générale du niveau de santé, d'éducation, et accessoirement de toute activité économique.

## LES COMMUNISTES PROPOSENT UN SERVICE PUBLIC DU 21<sup>È</sup> SIÈCLE !

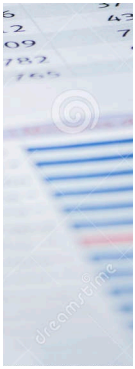
**Remise en cause de l'austérité budgétaire pour un nouveau développement des services publics**

avec abandon du pacte de stabilité et de tout dispositif visant l'austérité budgétaire ; fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et moratoire sur les fermetures de services publics ; mobilisation pour de nouvelles recettes.

**Renfort du maillage des services publics**, en particulier dans les territoires suburbains et ruraux. Action pour leur réimplantation avec gestion démocratique et participative, associant direction, usagers, élus et représentants du personnel.

**Plans d'investissement pour assurer l'ensemble de leurs missions**, ce qui implique un plan de formation et de création de postes sous statut et la titularisation des personnels précaires exerçant dans les services publics.

*Nous avons toutes et tous intérêt à des services publics développés, fournis par des agents bien formés et bien payés !*



# LE PROJET DE BUDGET 2018 UNE PIÈCE MAÎTRESSE POUR ÇASSER NOTRE MODELE SOCIAL

*Le projet de budget 2018 est une des pièces maîtresses de la panoplie déployée à partir des ordonnances sur le droit du travail pour casser le modèle social français.*

## « L'ETAT N'EST PAS UNE BANQUE D'AFFAIRES »

**Emmanuel Macron laisse Alstom, fleuron français du rail, passer sous contrôle du groupe allemand Siemens.**

Avec six sièges sur onze au conseil d'administration du groupe français, et une participation de 50 % au capital, l'Allemand sera le seul maître à bord. Ainsi cette alliance, donnant naissance au numéro deux mondial, ne serait en rien la création d'un Airbus du rail. Elle permettrait uniquement au groupe allemand d'accroître sa rentabilité, de disposer du savoir-faire français et de bénéficier d'un carnet de commandes plein.

L'expérience du rachat des activités énergie d'Alstom par General Electric en 2015 montre combien sont insuffisantes les promesses qui consistent à assurer le maintien des centres de décisions et de recherches dans notre pays, ou encore celles de maintien des effectifs pendant une durée de quatre ans : des milliers d'emplois dans les secteurs de production seraient menacés d'être délocalisés hors de nos frontières.

Avec Alstom aujourd'hui, avec les chantiers navals de Saint-Nazaire demain, le président de la République joue au monopoly capitalistique avec les grandes entreprises industrielles dont l'État est actionnaire. L'État n'est pas une banque



L'objectif est triple : baisser le « coût du travail » au lieu de s'attaquer au coût du capital, baisser les prélèvements obligatoires finançant les services publics pour laisser s'envoler les prélèvements financiers, et satisfaire ainsi aux conditions exigées par la Bundesbank, Berlin et la BCE.

Il prend aux couches populaires (hausse de la CSG et des taxes sur la consommation, baisse de l'APL, rationnement supplémentaire des services publics). Il multiplie les cadeaux aux détenteurs des capitaux (baisse/suppression de l'ISF, réduction de l'IS, plafonnement de l'imposition des revenus du capital). Il transforme en profondeur la structure des prélèvements fiscaux et sociaux avec pour cibles prioritaires la protection sociale et les collectivités territoriales. Ses choix de suppression de la taxe d'habitation et de basculement de points de cotisations sociales vers l'impôt (CSG) traduisent une volonté de mise sous tutelle de l'État des collectivités territoriales et de déresponsabilisation accrues des entreprises au plan social et territorial.

d'affaires et l'industrie ferroviaire n'est pas à vendre, c'est un outil essentiel pour notre politique de transition énergétique comme pour l'avenir industriel de notre pays.

L'État dispose d'un droit de veto, Emmanuel Macron peut jusqu'au 17 octobre exercer son option d'achat et acquérir définitivement ces 20% du capital du groupe français.

L'avenir de notre industrie ferroviaire est en jeu, elle nécessite de rouvrir le dossier au plus vite pour engager une véritable

D'autres choix sont indispensables comme le révèlent les mobilisations sociales en cours : relance de la dépense publique pour développer tous les services publics au lieu de privilégier les interventions militaires et le maintien de l'ordre ; promouvoir un statut des fonctionnaires rénové au lieu d'en réduire le nombre (120 000 en 5 ans) ; sécuriser l'emploi et le progrès des qualifications pour tous avec un nouveau rôle pour la formation. Utiliser les fonds publics comme levier d'une nouvelle orientation du crédit bancaire.

Il faut une réforme profonde de la fiscalité des entreprises. Elle passe par un impôt sur les sociétés modulé selon des critères sociaux et environnementaux, un impôt local sur leur capital, un ISF modulé intégrant les biens professionnels. Face aux énormes besoins de financements, la France, plutôt que de céder nos fleurons industriels aux multinationales qui dominent l'Europe, doit agir auprès de Bruxelles pour demander la création d'un Fonds de développement économique, social et écologique européen financé par la création monétaire de la BCE.

concertation publique, transparente et démocratique, avec les syndicats et les élu.e.s sur l'avenir du fleuron industriel français si décisif pour l'emploi, la maîtrise technologique, et la transition écologique.

Dans ce sens, Fabien Roussel, député du Nord a demandé mardi 26 septembre, au nom des députés communistes la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur l'avenir d'Alstom et les négociations en cours. ■



## Je contacte le Parti Communiste Français

- Je souhaite recevoir les informations du PCF
- Je souhaite m'organiser avec le PCF
- Je souhaite faire un don de soutien au PCF

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Ville : .....

Tél : ..... Mail : .....

J'ADRESSE UN MESSAGE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

